



ATELIER 1

Quel accès aux soins ?

Argumentaire

Cet atelier propose d'aborder la question de la casse des institutions du secteur hospitalier et médico-social par le constat et l'analyse des attaques répétées des gouvernements successifs envers nos collectifs de soin.

Cette politique de désinstitutionnalisation affaiblit gravement l'accès aux soins pour tous. L'État en oublie l'évidence de sa propre responsabilité éthique. Les populations le plus vulnérables en sont les premières victimes telles que les personnes en grande souffrance psychique, la population carcérale, les sans-abris, les migrants, les personnes âgées. En cela, elles nous révèlent les conséquences dramatiques des choix politiques. Le traitement des enfants en bas âge en est un autre exemple. Beaucoup d'entre eux ne sont plus pris en charge dans le secteur médico-social, social, et sanitaire, et attendent de longs mois sur des listes d'attente, victimes eux aussi d'une politique d'austérité qui planifie depuis des années la pénurie de soignants et de leurs conditions de travail.

L'attente en CMP pour tous les publics est aussi problématique.

Dans le même temps, la création des pseudo dispositifs spécialisés à coup d'enveloppes ciblées et de budgets spécifiques amputent l'accès aux soins pour tous. Le secteur privé se voit de ce fait imposé une responsabilité qu'il n'a pas les moyens de supporter.

Les professionnels engagés dans le soin relationnel et la prise en charge de la souffrance psychique ne peuvent plus assurer leur mission d'accueil inconditionnel pour tout citoyen. Devant l'ampleur du désastre actuel, de la fuite du personnel des services hospitaliers et des établissements médico-sociaux, il est important de se mobiliser et de poser clairement les termes d'actions possibles, en allant au-delà du constat de la désolation.

Comment résister, comment maintenir vivant les collectifs de soin, comment mettre au travail la pluridisciplinarité des équipes et rendre l'institution accueillante et humaine par une écoute qui prend en compte la complexité du psychisme pendant que le ministère impose ses « recommandations » et ses « bonnes pratiques » ? Comment s'opposer à une clinique d'État en référence aux critères réducteurs et statistiques du DSM ? Les évaluations, les bilans et les diagnostics ne peuvent prendre valeur de soin.

Nous écouterons dans un premier temps différents témoignages et tentatives de résistances de professionnels, patients, citoyens, confrontés à ce rouleau compresseur. Ce choix des politiques publiques porte atteinte de façon très préoccupante aux métiers du soin. Quelles stratégies peut-on encore opposer dans le court et long terme et à quelles pratiques de subversion peut-on avoir recours ? Dans un second temps nous croiserons nos réflexions, nos expériences, et nos engagements à partir de nos terrains respectifs afin de créer des brèches et des ouvertures pour aider à inventer la poursuite de nos institutions.

Penser ce qui arrive est une étape, déconstruire les mensonges et les impostures des gouvernants en est une autre. Mais au regard de l'urgence et de l'efficacité des mesures gouvernementales, de l'état délabrés de nos lieux de soin, de la souffrance des soignants, dans un contexte de crise sanitaire qui n'a fait que mettre en exergue la situation. Cela engendre une prise de conscience pour tous les citoyens que nous sommes. Il convient d'aborder ces questions d'un point de vue à la fois politique et concret. Qu'est-ce qu'une institution ?

Prenons le temps de débattre ensemble quant aux modalités possibles de désobéissance, aux conditions de la résistance.